

## **FICHE AMENDEMENT**

### **Proposition d'amendement à l'Article 5**

**Déposée par Monsieur de Villepin**

**Qualité : - Membre**

---

**Article 5 : coopération opérationnelle en matière policière**

**"Sans préjudice des compétences de l'[article 207], il est institué un comité permanent de sécurité intérieure composé de hauts fonctionnaires compétents en matière de police, de douanes, de protection civile et de protection aux frontières extérieures.**

**Sans préjudice des compétences de la Commission, celui-ci exerce les missions suivantes :**

- favoriser la coopération opérationnelle entre les polices des Etats-membres ;**
- exercer en cas de crise, sous la responsabilité du Conseil et avec son autorisation et pour une durée déterminée par celui-ci, la direction d'une opération de renforcement des contrôles à la frontière extérieure.**

**Il peut par ailleurs être consulté dans le cadre d'une opération de police pour la gestion des crises par l' Union Européenne.**

**La Commission participe au comité de sécurité intérieure. Le directeur d' EUROPOL assiste au comité de sécurité intérieure. Le Président du comité de sécurité intérieure siège au conseil d'administration d'EUROPOL.**

**Article 5 bis : Afin d'assurer à l'intérieur de l'Union le renforcement de la coopération opérationnelle en matière judiciaire, le Conseil, statuant à l'unanimité peut décider de la mise en place d'un comité permanent au sein du Conseil chargé de la coopération en matière judiciaire.**

---

#### **Explication éventuelle :**

La mise en place d'Europol ne couvre pas tout le champ de la coopération opérationnelle. La création d'une enceinte permanente où siègeraient des hauts fonctionnaires représentant à la fois les autorités policières, douanières, chargés de la protection civile et chargés de la police aux frontières permettrait d'assurer en plus grande cohérence entre les actions de coopération opérationnelle des Etats membres, particulièrement en cas de crise (attentats, catastrophe naturelle).

En outre, l'objectif d'une gestion intégrée des frontières suppose que le Conseil, sur la base de l'évaluation faite par la Commission, soit en mesure d'organiser des opérations de soutien aux

frontières extérieures et de réagir en cas de crise aux frontières.

Par ailleurs, il revient au Conseil d'apprécier l'opportunité de la mise en place d'une structure permanente chargée de proposer au Conseil des priorités d'action publique, de déterminer les orientations des outils de coopération judiciaire (instruments, réseaux, formation) et s'assurer le suivi des travaux d'évaluation de la qualité de la justice.

La Commission participe à ces deux comités.